Table of Contents

DION SAUVE HARPER 1

VÉRONIQUE CLOUTIER À DIEU MERCI ! 3

HARPER GOUVERNE AU CENTRE 4

BATAILLE POUR LE TRÔNE 6

DES FEMMES DÉÇUES DISCOURS DU TRÔNE 8

Le combat des coqs; Au tour de Stéphane Dion de sauver le gouvernement Harper 10

Entre faucon et colombe 12

Chine et Turquie: deux poids, deux mesures à Washington 14

LE CHEF DU PARTI LIBÉRAL 16

Robert Bouchard s'accroche 17

Élections évitées 18

Le Canada doit opter pour la paix 19

Le Bloc québécois, un phénomène 20

Artisan de paix en toute circonstance 22

Moucharraf attend le verdict des juges; Benazir Bhutto rentre aujourd'hui de son exil à Londres 24

Prudent, Dion suivra Harper; Tenté par des élections, le chef libéral se range finalement derrière son caucus 27

Le vice−président iranien juge "obsolète" l'arme atomique 30

La politique de transfert des prisonniers afghans est contestée en cour 31

Les libéraux ne feront pas tomber le gouvernement sur le discours du Trône 32

Tunisie: ouverture du procès d'un ex−détenu de Guantanamo 34

DION SAUVE HARPER

SOURCETAG	0710180255
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.18
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	9
ILLUSTRATION:	1. Photo d'archives HARPER Et maintenant, le projet de loiomnibus 2. Photo PC Michael Ignatieff jette un regard goguenard à son chef Stéphane Dion durant sa réponse au discours du Trône. 3.
BYLINE:	PC
DATELINE:	OTTAWA
WORD COUNT:	432

Les libéraux ne profiteront pas du débat sur le discours du Trône pour faire tomber le gouvernement Harper, même s'ils jugent que le document est "vague", "plein de trous" et ne sert pas bien l'intérêt national.

"Les Canadiens peuvent compter sur l'opposition officielle pour faire tout en son pouvoir pour que ce parlement fonctionne. À cet effet, nous allons proposer des amendements et nous ne ferons pas tomber ce gouvernement à cause du discours du Trône, ce qui provoquerait une troisième élection en quatre ans", a indiqué hier Stéphane Dion à la Chambre des communes.

Modifications

Le chef, dont la prise de position était très attendue, a d'ores et déjà énoncé les modifications qu'il aimerait voir apportées au discours présenté mardi par la gouverneure générale Michaëlle Jean au Sénat.

La première rend le gouvernement conservateur responsable de l'échec des efforts de réduction des gaz à effets de serre en vertu du Protocole de Kyoto et demande un changement immédiat de stratégie.

La deuxième demande le retrait des troupes canadiennes du sud de l'Afghanistan en février 2009 plutôt qu'en 2011, comme semble le souhaiter Stephen Harper. Les autres amendements concernent la lutte contre la pauvreté et l'économie canadienne, y compris les fiducies de revenu.

Abstention

Stéphane Dion a précisé que ses troupes s'abstiendraient de voter si ces amendements n'étaient pas adoptés en bloc quand ils seront soumis au vote, vraisemblablement au début de la semaine prochaine.

En agissant ainsi, les libéraux évitent de cautionner les politiques conservatrices tout en assurant la survie du gouvernement élu il y a 20 mois. L'opposition des bloquistes et des néo–démocrates, qui se disent prêts à un scrutin, ne pourra rien y changer.

Le premier ministre Stephen Harper s'est moqué de son rival, le comparant à un professeur qui souligne tout ce qu'il n'aime pas dans un travail mais finit par faire passer son étudiant quand même.

"Si je fais fidu verbiage, je peux même distinguer qu'on s'entend sur les principales priorités", a–t–il souligné.

Bloc québécois

Pour sa part, le Bloc québécois a beaucoup insisté hier sur le "fédéralisme d'ouverture " des conservateurs, qu'il trouve "pater naliste " et "dominateur".

"Aucun représentant du Québec digne de ce nom ne pourrait être en faveur de ce discours

du Trône ", a déclaré Gilles Duceppe.

Le Bloc souhaite aussi faire porter au Parti libéral une partie de la responsabilité pour l'échec du plan canadien de lutte contre les changements climatiques.

Ce sous−amendement sera soumis au vote jeudi, mais on s'attend à ce qu'il soit défait par les conservateurs ainsi que par libéraux.

Élections automnales

La tenue d'élections dès cet automne ne saurait toutefois être complètement écartée. Dans sa réplique aux libéraux, M. Harper a en effet laissé savoir qu'il entendait faire du vote sur son projet de loi omnibus sur le crime une question de confiance.

Il a ajouté qu'il ne tolérerait aucun amendement visant à vider cette initiative de sa substance. "Le Parlement doit accomplir ce pourquoi il a été élu", a−t−il martelé.

* * *

Croyez−vous que Stéphane Dion a adopté la bonne stratégie face au discours du Trône?

ÉCRIVEZ−NOUS : opinionsjdm.

APPELEZ−NOUS: Mtl:(514) 529−1177 Ext: 1 888 767−6161

VÉRONIQUE CLOUTIER À DIEU MERCI !

SOURCETAG 0710180242
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.18
EDITION: Final
SECTION: Arts Et Spectacles
PAGE: 85
ILLUSTRATION: 1. VÉRONIQUE CLOUTIER
WORD COUNT: 128

Après Louis Morissette, au tour de Véronique Cloutier d'aller brûler les planches de Dieu merci !, à 21 heures ce soir à TVA. André Robitaille, François−Étienne Paré et Laurent Paquin sont les autres invités d'Éric Salvail. Tout le monde en parle, dimanche, aura l'occasion de se reprendre sur la semaine passée avec un autre imam parmi ses invités : Omar Konté. Aussi à la table, Josée di Stasio, Gilbert Sicotte, Sandrine Bonnaire, Lise Dion, Anaïs Barbeau−Lavalette et le député libéral Denis Coderre, qui revient d'Afghanistan. Ses photos de voyage sont d'ailleurs en ligne dans sa page Facebook ! À voir à Tout le monde en parle ce dimanche, 20 heures, à Radio−Canada.

HARPER GOUVERNE AU CENTRE

SOURCETAG 0710180146
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.18
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 27
BYLINE: BENOÎT AUBIN JOURNAL DE MONTRÉAL COLLABORATION SPÉCIALE
WORD COUNT: 493

Stéphane Dion n'avait pas l'air du condamné politique en sursis qu'on attendait, avec tous ces poignards québécois plantés dans son dos. Il a fait une critique vigoureuse et souvent juste du discours du Trône de Stephen Harper, hier.

M. Dion a réussi, en bonne partie, à stabiliser son leadership, au moins dans les autres provinces.

Mais c'est M. Harper qui a remporté la main de poker. M. Dion ne fera pas tomber le gouvernement. En politique, l'argent, c'est du temps. M. Harper a gagné du temps parce que Stéphane Dion en avait besoin, encore plus que lui.

La vie de Stéphane Dion aurait été grandement simplifiée si le premier ministre conservateur avait déposé, lundi, un discours du Trône... conservateur. S'il avait joué à l'aile droite et parlé de réduire le bilinguisme, par exemple, de réhabiliter le charbon ou la peine de mort, ou de rouvrir le débat sur l'avortement.

Mais, M. Harper a suivi avec finesse la première règle de survie en politique au Canada: peu importe qu'on vienne de la gauche ou de la droite, on ne peut survivre qu'en gouvernant au centre.

Son discours du Trône ne laissait pas de prise spectaculaire à ses adversaires.

Vous le savez, vous, ce qu'il y avait d'écrit, au juste, dans le protocole de Kyoto? Moi non plus.

Avez−vous déjà perdu le sommeil, vous, à cause de l'encadrement du pouvoir du fédéral de dépenser dans les champs de compétence provinciale? Moi non plus.

Vous avez quelque chose, vous, contre une baisse d'impôt, une réduction de la TPS, contre le libre−échange interprovincial ou l'affirmation de la souveraineté canadienne dans l'Arctique? Stéphane Dion non plus. Le coup de maître de Stephen Harper fut de s'approprier le centre du terrain de jeu. Tout ce que M. Dion pouvait rétorquer, en somme, c'est qu'il aurait mieux valu faire à peu près la même chose, mais à sa manière à lui.

L'idée de combattre la criminalité par la manière forte est un dada de conservateur, bien sûr,mais s'opposer à une loi "visant à protéger les Canadiens contre les criminels violents et les prédateurs " est difficile. Même chose avec le fait de respecter nos engagements en Afghanistan, ou d'asseoir notre crédibilité diplomatique sur une armée mieux équipée...

Peut−être que ses problèmes avec l'aile québécoise de son parti − des politiciens moyens, au mieux, encore entachés des batailles et des scandales du passé − feront de Stéphane Dion le André Boisclair de la politique fédérale, un bouc émissaire sacrifié prématurément aux luttes fratricides.

Mais peut−être pas.

LES LIBÉRAUX PAYENT LE PRIX

Les libéraux d'Ottawa ont toujours entretenu des relations difficiles avec leurs confrères provinciaux. Les rapports entre Bourassa et Trudeau, ou Johnson et Chrétien, étaient presque aussi toxiques que ceux qu'ils entretenaient avec les "séparatistes."

Les libéraux fédéraux en paient le prix maintenant.

Curieusement, c'est quand on avait un conservateur à Ottawa – Brian Mulroney – et un libéral à Québec – Robert Bourassa – qu'on a connu des périodes d'accalmie qui ont permis l'adoption du libre–échange et une réforme constitutionnelle qui est venue bien près de réussir.

Stephen Harper se cherche à son tour un partenaire de danse au Québec, Jean Charest ou Mario Dumont, avec qui s'éloigner du duo d'enfer que forment les libéraux et les souverainistes.

Cette semaine, Stephen Harper s'est gagné du temps pour gouverner un peu plus à son aise. Du temps que Stéphane Dion pourra passer à instruire ses libéraux du Québec que l'ère Chrétien est terminée.

BATAILLE POUR LE TRÔNE

SOURCETAG	0710180145
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.18
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	27
BYLINE:	NATHALIE ELGRABLY JOURNAL DE MONTRÉAL COLLABORATION SPÉCIALE
WORD COUNT:	549

LL es trois partis d'opposition ont exprimé leur déception à la suite du discours du Trône, car Stephen Harper n'a pas répondu à leurs attentes, notamment en matière d'environnement et en ce qui concerne la mission canadienne en Afghanistan. Il serait évidemment légitime de faire tomber un gouvernement s'il constitue une menace pour le bien−être, la prospérité et le développement du pays. Mais est−ce le cas du gouvernement conservateur actuel ? Le Bloc et le NPD défendent−ils réellement les intérêts du pays en s'opposant au discours de M. Harper?

Le gouvernement conservateur promet des réductions d'impôts pour les particuliers et les entreprises. Pourquoi s'en indigner? De telles réductions vont favoriser le travail et stimuler l'investissement, ce qui contribue à créer une économie solide.

Considérant les défis que pose la mondialisation, l'allégement fiscal est un moteur de croissance dont le Canada ne peut se priver. À titre d'exemple, aux États−Unis, les baisses d'impôts adoptées en 2001 et 2003 ont fortement stimulé la création d'emplois et l'investissement, tout en favorisant une hausse de 46% des recettes fiscales en quatre ans.

Et, si Ottawa dispose de surplus, c'est que le gouvernement a pigé dans nos poches plus d'argent qu'il ne lui en fallait pour remplir ses engagements. Quoi de plus naturel que de rendre aux travailleurs et aux entrepreneurs le fruit de leur labeur?

Monsieur Harper a également annoncé qu'il ne respecterait pas le protocole de Kyoto en raison de ses cibles irréalistes. Il ne nous berne pas avec des objectifs utopiques et ne joue pas à la vierge offensée devant quiconque les remet en question. Il cherche plutôt un moyen efficace de concilier l'environnement et la prospérité économique. Il n'y a certainement pas de quoi le clouer au pilori!

RÉSISTANCE PRÉVISIBLE

Malgré tout, le Bloc fait fides bons points du discours et s'accroche fermement à la question du pouvoir de dépenser. Il peut certainement défendre la légitimité de cette demande, mais elle ne justifie nullement qu'il faille renverser un gouvernement!

D'une part, rien ne garantit qu'un autre gouvernement soit davantage réceptif à cette requête. D'autre part, M. Duceppe pourrait parfaitement poursuivre cette bataille tout en appuyant le Discours et ainsi permettre aux Canadiens de bénéficier des baisses d'impôts promises.

Si cette option n'a pas été envisagée, c'est certainement parce que le Bloc cherche avant tout à justifier sa raison d'être en se démarquant des conservateurs, même si cela implique de renoncer à des mesures qui avantageraient le pays.

La résistance du NPD face au discours du Trône était prévisible. Non seulement ce parti n'a−t−il rien à perdre, mais il pourrait même gagner des votes étant donné la zone de turbulence que traversent les libéraux.

Quant àM. Dion, sa décision est également purement égoïste. Il ne sauve pas le gouvernement actuel pour éviter des élections, mais bien parce qu'il n'est pas en position de les gagner. En réalité, les trois partis d'opposition se désintéressent complètement du bien−être des Canadiens. Seul l'intérêt politique motive leurs décisions. Certains sont prêts à nous priver de mesures économiques bénéfiques pour satisfaire leurs ambitions politiques et leur soif de pouvoir. Ils prétendent souhaiter notre bien,

mais ce sont tous des égoïstes, y compris Stephen à Harper qui n'aspire en réalité qu'à constituer un gouvernement majoritaire. Mais en politique comme en économie, il faut considérer la pertinence des politiques et non les intentions qui les motivent.

>Réagissez à cet article en ligne à :

elgrably_commentaire@journalmtl.com

DES FEMMES DÉÇUES DISCOURS DU TRÔNE

SOURCETAG 0710180143
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.18
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 26
WORD COUNT: 374

Le bilan du gouvernement Harper, en ce qui concerne la défense des droits des femmes, est désastreux. Nous sommes préoccupées et déçues par les partis d'opposition qui font peu d'écho à la protection des droits des femmes au Québec et au Canada lorsqu'il s'agit de négocier leur appui éventuel au discours du Trône.

Le gouvernement Harper a attaqué la capacité des groupes de femmes à faire valoir les droits des femmes, au niveau politique et judiciaire, en coupant leur financement. Ce même gouvernement a aboli le Programme de contestation judiciaire et refusé l'adoption d'une loi sur l'équité salariale. Des milliers de femmes occupant des emplois dans des entreprises, des organismes et des sociétés de juridiction fédérale se voient ainsi condamnées à l'iniquité économique partout au Canada, y compris au Québec.

Certes, les partis politiques fédéraux ont dénoncé les attaques inacceptables du gouvernement conservateur à l'égard de l'avancement de la cause des femmes pour l'égalité. Toutefois, au moment où cela compte le plus, les leaders des ces partis sont silencieux.

Oui, du point de vue d'une analyse féministe, les enjeux associés au respect du Protocole de Kyoto et au retrait des troupes canadiennes d'Afghanistan sont fondamentaux. Oui, il est important de protéger notre agriculture et d'aider les populations des régions atteintes par la crise forestière. Oui, l'élimination du pouvoir de dépenser du fédéral dans les champs de juridiction provinciale constitue un enjeu au Québec.

Dans des moments cruciaux comme celui où l'on doit déterminer les conditions sur lesquelles on appuiera ou non le maintien du gouvernement canadien, les leaders des partis d'opposition doivent assumer le caractère fondamental de la défense des droits des femmes. Ils doivent exiger:

le rétablissement du Programme de contestation judiciaire;

le financement des activités de défense des droits des femmes;

l'adoption d'une loi proactive sur l'équité salariale.

Michèle Asselin

présidente

Fédération des femmes

du Québec Rolande Clément

présidente

Regroupement provincial des

maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale Danielle Fournier

présidente

Relais−femmes Mariette Gilbert

présidente

Afeas Mirabelle Lavoie

présidente

Regroupement Naissance−Renaissance Diane Heffernan

coordonnatrice

Réseau des lesbiennes du Québec France Lavigne

présidente

L'R des centres de femmes

du Québec Francine Mailloux

présidente

Fédération du Québec pour le planning des naissances Manon Monastesse

directrice

Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec Ruth Rose

présidente

Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail Nathaly Roy

présidente

Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec Carole Tremblay

porte−parole

Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel
!@MOTSCLES=DISCOURS DU TRÔNE

Le combat des coqs; Au tour de Stéphane Dion de sauver le gouvernement Harper

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.18
SECTION:	Forum
PAGE:	A31
BYLINE:	Guay, Jean−Herman
PHOTO:	photo Tom Hanson, la presse canadienne
ILLUSTRATION:	Stéphane Dion, qui répondait au discours du Trône de StephenHarper hier à la Chambre des communes, peut difficilement rejeter ce discours: son organisation est divisée, son leadership est faible, et financièrement, le parti est hypothéqué.
WORD COUNT:	986

Quand le gouvernement est minoritaire, les partis de l'opposition peuvent difficilement s'opposer mécaniquement. La conformité d'une politique proposée avec leur propre programme ne peut être le seul critère pour décider de leur vote. Le jeu est plus complexe puisque par leur geste, ils deviennent responsables du maintien ou de la chute du gouvernement. En d'autres mots, ils sont un peu, eux aussi, "au pouvoir". C'est à la fois un atout dans leur jeu et une carte qui peut leur coûter cher, très cher!

Le dilemme est celui−ci: si tous les partis de l'opposition s'acharnent à faire tomber le gouvernement, les élections surviendront trop rapidement; les électeurs déçus estimeront que leur choix n'est pas respecté et que personne n'a donné la chance au parti gouvernemental. Les partis de l'opposition risquent évidement d'en pâtir. Si, au contraire, ils appuient unanimement le gouvernement, ils perdent des plumes dans l'opinion publique, et même leur raison d'être, soit s'opposer.

Dans la réalité parlementaire, le dilemme est alors résolu par le "jeu du sacrifié". L'arithmétique des dernières élections a fait que le Parlement se maintient aussi longtemps qu'au moins un des partis de l'opposition appuie les projets du premier ministre Stephen Harper.

Un examen des projets de loi déposés aux Communes depuis avril 2006 montre que le Parlement a fonctionné: des 63 projets soumis par le gouvernement Harper, 36 ont obtenu l'appui de la Chambre, du Sénat et ont même reçu la sanction royale! Sept autres ont obtenu l'appui de la Chambre pour passer au Sénat. En somme, les deux tiers des projets de loi du gouvernement ont reçu le soutien d'une majorité de députés. Le score est encore plus élevé quand on considère que, dans les autres cas, plusieurs projets ne font qu'amorcer leur parcours législatif. A la célèbre question: "Plaît−il à la Chambre d'adopter la motion?" La réponse a été essentiellement affirmative.

Quand on examine trois dossiers plus chauds, objets d'un grand battage médiatique et politiquement plus lourds, le jeu du sacrifié apparaît plus clairement.

Premier exemple: les deux budgets de Jim Flaherty. Le Bloc, contrairement au PLC et au NPD, a dit oui au gouvernement, en mai 2006 comme en mars 2007, acquiesçant ainsi à tout un train de mesures. C'est le Bloc qui, par son sacrifice, a maintenu le gouvernement.

Enfin, dans le cas de l'Afghanistan, lors du vote de 2006, prévoyant le maintien des opérations de combat jusqu'en 2009, le Bloc a aussi été de concert avec le gouvernement. Le NPD s'en est démarqué et les libéraux, grand malheur, ont été divisés.

Dans le cas de la nation québécoise, tout le monde a été pris de court par l'agilité de Stephen Harper. Le NPD a appuyé la motion. Le Bloc a tergiversé puis a dit oui et les libéraux, une fois de plus, ont offert le spectacle d'un parti divisé.

La dynamique est celle−ci: quand un parti de l'opposition appuie trop le gouvernement, il accrédite les politiques gouvernementales et perd forcément des plumes au fil des votes.

Un cas classique

Le cas classique est celui du NPD, de 1972 à 1974; en appuyant systématiquement le gouvernement minoritaire de Pierre Trudeau, les néo−démocrates ont subi une raclée lors des élections de juillet 1974 en perdant la moitié de leurs sièges! Le NPD a également joué avec le feu en 2005; après avoir appuyé les libéraux de Paul Martin, il a cherché et réussi à se démarquer radicalement.

C'est précisément ce travail de retrait et de distanciation auquel Gilles Duceppe se livre. Mario Laframboise, député et organisateur du Bloc, disait ainsi: "Une chose est sure, c'est qu'il faut être plus agressif envers les conservateurs." Le député Réal Ménard ajoutait: "Je pense que ça va être difficile d'appuyer encore une fois le gouvernement." Le changement de ton a été brusque de la part de Duceppe, presque stupéfiant, puisque quelques jours plus tard, dans un discours prononcé à l'Université Laval, il accuse les conservateurs de mensonges, de trahison et même d'"arnaque", un terme fort et étonnant pour un parti qui a dit "yea" a bien des projets conservateurs. Il en va de même des cinq conditions "non négociables" posées à l'acceptation par le Bloc du discours du trône. Trois d'entre elles étaient impossibles pour Stephen Harper. C'est à présent autour des libéraux de vivre les affres du sacrifié. Habituellement, l'opposition officielle rejette le discours du trône. C'est son rôle! Mais Stéphane Dion peut difficilement engager son parti dans cette voie: son organisation est divisée, son leadership est faible, et financièrement le parti est hypothéqué. C'est donc à lui, cette fois−ci, de dire "yea". C'est ce qu'il a indirectement indiqué, hier après−midi, en annonçant que son parti n'entendait pas renverser le gouvernement sur le discours du Trône. Est−ce que cela sera son baiser de la mort? C'est une question qui doit l'angoisser.

Pour plusieurs citoyens, ces dynamiques illustrent le caractère trompeur des joutes parlementaires. Bien plus, elles justifient un cynisme radical à l'endroit des acteurs politiques et de la politique−spectacle. On peut cependant s'interroger sur les attentes de l'opinion publique. Pour tous et chacun, il est évidemment plus facile et plus rapide de ramener les décisions législatives à une simple bataille entre quatre chefs plutôt que de fouiller les enjeux complexes des 63 projets de loi débattus au Parlement lors de la dernière session.

Cependant, en réduisant son attention au combat des coqs − en se permettant de rire abondamment de la poule mouillée du jour − l'opinion publique, qui décide ultimement du sort des uns et des autres, se trouve aussi, du moins d'une certaine manière, et ce sans le vouloir, à devenir complice du jeu politique.

Politologue, l'auteur est directeur de l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke.

Entre faucon et colombe

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.18
SECTION: Forum
PAGE: A30
COLUMN: Éditoriaux
BYLINE: Roy, Mario
WORD COUNT: 461

Avoir laissé tomber l'Afghanistan au profit de l'invasion de l'Irak aura été une des erreurs de l'administration Bush. C'est l'opinion qu'exprime Hillary Clinton dans le substantiel exposé de politique étrangère qu'elle signe dans Foreign Affairs, qui lui ouvre ses pages après l'avoir fait pour Rudy Giuliani, il y a quelques semaines.

A l'issue des primaires, Clinton et Giuliani risquent fort de s'affronter lors de l'élection présidentielle américaine de novembre 2008, si l'on en croit la tendance persistante qu'expriment les sondages.

Le plus récent (CNN / Opinion Research Corp.), publié il y a deux jours, donne 30 points d'avance à l'ex−première dame sur son plus proche rival à l'investiture démocrate. Et il alloue un avantage de 10 points au "maire de l'Amérique" dans la course républicaine. Devant la porte de la Maison−Blanche, tous deux sont à égalité (49 à 47%, un match nul statistique) dans la faveur de l'opinion publique. Évidemment, l'approche respective de l'un et l'autre en matière de relations internationales est particulièrement cruciale.

"Le prochain président sera le premier à hériter de deux guerres, d'une campagne à long terme contre les réseaux terroristes, d'une tension montante avec l'Iran...", énumère Hillary Clinton, qui n'oublie pas l'incertitude russe ou chinoise, l'ambivalence pakistanaise, le conflit israélo−palestinien, le réchauffement climatique.

Sur tous ces sujets, et plus globalement sur sa vision de la place des États−Unis dans le monde, la sénatrice démocrate manifeste un sens de l'Histoire que ne semble pas posséder Rudy Giuliani. Cependant, elle se présente comme un croisement entre faucon et colombe (si une telle chose est possible!) qui ne convaincra peut−être pas la portion indécise de la clientèle républicaine, ni l'aile gauche de son propre parti.

Justement, sa position sur l'Afghanistan est révélatrice − et intéressante pour nous.

Il faut tout de suite sortir de l'Irak, plaide Clinton qui, à l'époque, a pourtant appuyé l'opération. Il faut mettre fin à cette guerre qui "sape notre puissance militaire, absorbe notre intelligence stratégique, prive l'Afghanistan de l'attention et des ressources nécessaires, (nous a distrait) de la tâche gigantesque consistant à construire une démocratie musulmane en Afghanistan, a froissé nos alliés"... ce que nous sommes bien placés pour savoir.

Pour elle, ce n'est pas anodin.

Cette dérive et d'autres de l'administration Bush − biais idéologique, unilatéralisme, atteintes aux droits, mépris des institutions internationales, faillite dans la défense de l'idéal démocratique − constitue une rupture avec le passé des États−Unis, un pays jadis "respecté en tant que nation puissante, idéaliste, généreuse et chaleureusement ouverte".

Il s'agit d'une vision des choses un peu carrée, certes, mais qui s'inscrit dans la continuité de la... première administration Clinton, celle de Bill. Laquelle, en effet, n'a jamais usé de la rhétorique manichéenne et

agressante devenue celle de Washington depuis le 11 septembre 2001.

maroy@lapresse.ca

Chine et Turquie: deux poids, deux mesures à Washington

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.18
SECTION:	Monde
PAGE:	A28
SOURCE:	Collaboration spéciale
BYLINE:	Hétu, Richard
PHOTO:	photo Jim Young, reuters
DATELINE:	NEW YORK
ILLUSTRATION:	George W. Bush et la présidente de la Chambre desreprésentants Nancy Pelosi serrent la main du dalaï−lama. Le président des États−Unis a remis hier au leader tibétain la Médaille d'or du Congrès, la plus haute distinction civile accordée par les parlementaires américains.
WORD COUNT:	501

Toutes les furies ne sont pas égales aux yeux de Washington. Ainsi donc, la colère de la Chine n'a pas empêché hier le président et le Congrès américains de rendre un hommage sans précédent au dalaï−lama.

En revanche, l'ire de la Turquie semble avoir fait réfléchir le Congrès, qui hésite désormais à tenir un vote sur une résolution reconnaissant le génocide arménien.

George W. Bush avait déploré la semaine dernière l'adoption de cette résolution en commission, faisant valoir que le texte ferait "grand tort" aux relations entre Washington et Ankara.

La résolution arménienne

La position du président, qui est soutenue vigoureusement par son secrétaire à la Défense, Robert Gates, a gagné des appuis à la Chambre des représentants, où au moins six démocrates ont retiré leur soutien au texte adopté la semaine dernière par la commission des Affaires étrangères.

Deux autres démocrates ont demandé à la présidente de la Chambre, Nancy Pelosi, de renoncer au vote, épousant l'argumentaire de l'administration républicaine. Au cours des derniers jours, le président et ses conseillers ont notamment rappelé que la moitié des livraisons américaines vers l'Irak et l'Afghanistan transitait par la Turquie.

La résolution du Congrès qualifie de "génocide" la mort de centaines de milliers d'Arméniens en Turquie en 1915, un terme que contestent vigoureusement les Turcs. Le parlementaire démocrate John Murtha, proche de Nancy Pelosi, fait partie des démocrates qui ont changé d'avis sur la résolution arménienne.

"Après mes discussions avec nos commandants militaires et nos experts en politique étrangère, je pense que cette résolution pourrait nuire à nos relations avec la Turquie et donc à nos intérêts stratégiques dans la région", a−t−il déclaré dans un communiqué.

L'état−major démocrate n'a pas cherché à dissiper l'incertitude qui plane désormais sur la résolution arménienne.

Hommage au dalaï−lama

"Il y a un certain nombre de personnes qui revoient leurs propres positions, et nous allons devoir déterminer où tout le monde se situe", a déclaré Steny Hoyer, chef de file de la majorité démocrate à la Chambre.

Il n'y a aucune incertitude, en revanche, concernant la position du président et du Congrès américains vis−à−vis du dalaï−lama, qui est décrit comme un dangereux séparatiste en exil par la Chine.

Lors d'une cérémonie tenue sous la coupole du Capitole, George W. Bush a remis au leader tibétain la Médaille d'or du Congrès, la plus haute distinction civile accordée par les parlementaires américains. "Il a gagné le respect et l'affection du peuple américain", a déclaré le président au cours de la cérémonie.

Avant de se rendre au Capitole, le chef de la Maison−Blanche avait invité la Chine à accueillir le dalaï−lama, voyant en lui "un symbole universel de paix et de tolérance".

Le courroux de la Chine

Quelques heures plus tôt, la Chine avait cependant de nouveau exprimé son "fort ressentiment" concernant la rencontre privée de mardi entre le président américain et le leader tibétain, la qualifiant de "grossière ingérence dans les affaires intérieures chinoises".

"Le Tibet est une partie inaliénable du territoire chinois et la question tibétaine est une affaire purement intérieure", avait déclaré le porte−parole du ministère des Affaires étrangères, Liu Jianchao.

Malgré le courroux de la Chine, la Maison−Blanche ne croit pas que les relations entre les États−Unis et ce pays soient sérieusement altérées par l'hommage rendu au dalaï−lama.

LE CHEF DU PARTI LIBÉRAL

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.18
SECTION: Nouvelles générales
PAGE: A2
PHOTO: PC
WORD COUNT: 96

STÉPHANE DION " Les Canadiens ne veulent pas retourner aux urnes. Ils souhaitent que le Parlement fasse son travail. "

LE PREMIER MINISTRE STEPHEN HARPER " Notre mission en Afghanistan est noble et nécessaire. "

LE CHEF DU NPD JACK LAYTON " Au lieu de s'abstenir, le chef de l'opposition devrait se joindre au NPD et se lever en Chambre pour s'opposer à la direction que propose le gouvernement. "

LA SÉNATRICE CÉLINE HERVIEUX−PAYETTE nouveau lieutenant de Stéphane Dion au Québec " Je peux vous dire que mon conjoint trouvait que ce n'était pas la meilleure idée du monde d'accepter ce poste−là. "

Robert Bouchard s'accroche

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.10.18
SECTION: Actualités
PAGE: 2
BYLINE: Tremblay, Louis
DATELINE: OTTAWA
WORD COUNT: 180

Le député bloquiste Robert Bouchard est toujours convaincu que le premier ministre conservateur Stephen Harper voulait provoquer des élections alors que le chef libéral Stéphane Dion craint comme la peste de faire face à la population.

"Nous allons voter contre le discours du trône puisqu'il ne remplit pas les cinq conditions fixées. Les Libéraux vont faire un amendement, mais s'organiser pour ne pas faire en sorte de renverser le gouvernement. Il est donc évident que les Conservateurs ont survivre à cette semaine et aussi la semaine prochaine alors que nous voterons sur un sous−amendement que nous allons déposer."

Le dernier député bloquiste de la région n'est pas convaincu que les annonces faites dans ce discours vont permettre d'aider significativement les régions du Québec qui doivent composer avec une crise forestière qui n'en finit plus. Pour ce qui est de la mission en Afghanistan, que le premier ministre veut prolonger jusqu'en 2011, Robert Bouchard ne se fait plus d'illusion sur une possibilité de changement de cap, à moins d'un débat électoral.

Élections évitées

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.10.18
SECTION: Actualités
PAGE: 2
SOURCE: La Presse Canadienne
BYLINE: Fortin, Karine
DATELINE: OTTAWA
WORD COUNT: 367

Les libéraux ne profiteront pas du débat sur le discours du trône pour faire tomber le gouvernement Harper, même s'ils jugent que le document est "vague", "plein de trous" et ne sert pas bien l'intérêt national.

"Les Canadiens peuvent compter sur l'opposition officielle pour faire tout en son pouvoir pour que ce parlement fonctionne. A cet effet, nous allons proposer des amendements et nous ne ferons pas tomber ce gouvernement à cause du discours du trône, ce qui provoquerait une troisième élection en quatre ans", a indiqué mercredi Stéphane Dion à la Chambre des communes.

Le chef, dont la prise de position était très attendue, a d'ores et déjà énoncé les modifications qu'il aimerait voir apportées au discours présenté mardi par la gouverneure générale Michaëlle Jean au Sénat.

La première rend le gouvernement conservateur responsable de l'échec des efforts de réduction des gaz à effets de serre en vertu du Protocole de Kyoto et demande un changement immédiat de stratégie.

La deuxième demande le retrait des troupes canadiennes du sud de l'Afghanistan en février 2009 plutôt qu'en 2011, comme semble le souhaiter Stephen Harper. Les autres amendements concernent la lutte contre la pauvreté et l'économie canadienne, y compris les fiducies de revenu.

Stéphane Dion a précisé que ses troupes s'abstiendraient de voter si ces amendements n'étaient pas adoptés en bloc quand ils seront soumis au vote, vraisemblablement au début de la semaine prochaine. En agissant ainsi, les libéraux évitent de cautionner les politiques conservatrices tout en assurant la survie du gouvernement élu il y a 20 mois. L'opposition des bloquistes et des néo–démocrates, qui se disent prêts à un scrutin, ne pourra rien y changer.

Le premier ministre Stephen Harper s'est moqué de son rival, le comparant à un professeur qui souligne tout ce qu'il n'aime pas dans un travail mais finit par faire passer son étudiant quand même.

"Si je fais fi du verbiage, je peux même distinguer qu'on s'entend sur les principales priorités", a–t–il souligné.

Pour sa part, le Bloc québécois a beaucoup insisté mercredi sur le "fédéralisme d'ouverture" des conservateurs, qu'il trouve "paternaliste" et "dominateur".

"Aucun représentant du Québec digne de ce nom ne pourrait être en faveur de ce discours du trône", a déclaré Gilles Duceppe.

Le leader souverainiste s'en est aussi pris à la position du gouvernement au sujet du conflit en Afghanistan et du rôle de l'armée canadienne.

Le Canada doit opter pour la paix

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.10.18
SECTION: Actualités
PAGE: 15
BYLINE: Dugas, Jean−François
WORD COUNT: 245

Le Canada se doit d'être le leader d'un processus de paix en Afghanistan, dénonce l'Église catholique.

Alors que le premier ministre Stephen Harper laisse entendre qu'il souhaite prolonger la mission canadienne en Afghanistan jusqu'en 2011, les évêques de l'Église catholique au pays estiment que le Canada devrait plutôt faire preuve de pacifisme.

Près de 80 évêques canadiens participent cette semaine aux assises de la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) qui se tiennent à Cornwall. La réunion plénière est la seule qui réunit tout l'épiscopat canadien au cours d'une année.

Dans son discours de bienvenue, le président sortant de la CECC et archevêque du diocèse de Sherbrooke, a révélé clairement la position des évêques canadiens quant à la situation qui prévaut en Afghanistan.

"Le Canada est en guerre et sa présence en Afghanistan est loin de nous laisser indifférents, a affirmé Mgr André Gaumond. A cet égard, le Conseil permanent et la Commission des affaires sociales (de la CECC) ont tenu des discussions en profondeur sur le rôle du Canada en Afghanistan. Une évidence émerge. Il n'y aura pas de paix en Afghanistan sans qu'un réel processus de paix n'implique toutes les parties en cause et que le Canada devrait en être le grand promoteur." La rencontre annuelle des évêques leur permet de dresser un bilan de la dernière année pastorale et de discuter des grands projets et travaux de leur conférence épiscopale. Elle prend fin demain.

jfdugas@ledroit.com

Le Bloc québécois, un phénomène

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.18
SECTION: IDÉES
PAGE: a7
BYLINE: Pierre Vadeboncoeur
WORD COUNT: 974

Le Bloc québécois est une création politique tout à fait originale et sans modèle, une innovation parlementaire dont on mesure cependant assez mal la singulière utilité, surtout depuis un an ou deux.

Le Bloc est un facteur d'opposition absolument libre, libre de toute attache suspecte et de toute ambition grâce à sa position très particulière dans la vie politique. Il est entré comme par effraction au Parlement, un parlement conformiste et aliéné aux intérêts d'argent par les libéraux et les conservateurs.

Le Bloc et aussi le NPD troublent et déstabilisent une vie parlementaire plus ou moins confisquée par les deux gros partis. Ils forment une opposition véritable, la seule qui échappe à l'alternance trompeuse des partis dominants.

Le Bloc est indépendant par son origine purement québécoise et surtout par le fait qu'il ne peut pas aspirer au pouvoir... Il est libre de penser la politique sans rien devoir à personne et sans avoir à ménager des bailleurs de fonds du monde des affaires. Il est une force d'opposition précieuse et sans autre préoccupation que celle d'avoir à défendre le Québec et le bien commun. Il prévient le détournement de l'opposition.

Il n'est sans doute pas toujours à la hauteur, par exemple sur la question de l'Afghanistan, où sa faiblesse a déçu. Mais enfin, n'ayant pas d'ambition et, au surplus, n'ayant pas à se laisser tenter par les combines si fréquentes dans la politique ordinaire, il n'a au fond rien d'autre à faire que de prendre fait et cause pour des politiques conformes à ses principes et à sa mission particulière. C'est ce qui le préserve plus que tout autre parti.

Le Bloc peut à volonté déranger les calculs des conservateurs comme des libéraux par son poids électoral et par son franc−parler. Il n'attend rien du pouvoir, aucune récompense, aucun profit. Par sa situation même, par son rôle, il est largement prémuni contre les dérapages. A cause d'une conjoncture historique très spéciale, voilà donc la démocratie pourvue d'un instrument qui n'existe probablement nulle part ailleurs. C'est comme si la démocratie avait enfin trouvé le moyen d'opposer au pouvoir, institutionnellement, un contrepoids dont ce serait l'exclusive raison d'être.

C'est très particulier, tout comme les circonstances uniques qui ont amené cette nouveauté. Et on se déferait de cet outil démocratique proprement incomparable pour des considérations quelconques comme celles qu'on invoque, par exemple que le Bloc devrait disparaître après un certain temps, son rôle, paraît−il, n'ayant plus lieu de se poursuivre dans une période de relative atonie comme celle de 2007? Il est très dangereux d'en arriver à des conclusions irréfléchies comme celle−là.

Représenter le Québec

Le Bloc n'est pas compromis avec le pouvoir et ne peut pas l'être. Il représente le Québec et peut le défendre comme nul autre parti ne le ferait. L'action sur le front fédéral est son domaine exclusif. Les libéraux, les conservateurs, à l'égard du Québec, se trouvent toujours placés sur une pente qui les fait pencher vers le reste du Canada. Le Bloc est à l'épreuve d'un tel glissement. C'est pourquoi on veut absolument l'abattre.

On pourrait citer cent exemples de ses actions passées. Les plus voyantes furent celles qui ont eu trait aux commandites, et elles ont mis le Parti libéral par terre, en tout cas au Québec. Le Bloc est une force redoutable et on ne le dit pas assez. Comme les commandites visaient le Québec, son attention s'est concentrée naturellement sur cette histoire. Le scandale a éclaté grâce à ses interventions insistantes et répétées. La pertinence de cette action a été confirmée par la vérificatrice générale, qui a fini par examiner l'affaire et par reconnaître le bien−fondé des critiques lancées contre le gouvernement. Seul un parti voué aux intérêts québécois et entièrement libre pouvait, semble−t−il, réussir ce tour de force. Et voilà que nous pourrions nous passer de sa présence et de son action?

Le Bloc dérange. Il fausse le jeu bien orchestré des partis traditionnels. C'est un corps étranger dans une machine aussi harmonieuse que trompeuse. Il n'est pas assimilable. On ne peut pas le transformer en allié du pouvoir ni l'introduire dans le cercle complaisant de ceux qui gravitent autour de celui−ci. Dans l'histoire démocratique, il est parfaitement atypique.

Le Québec n'a pas de meilleur atout politique que ce parti qui, un jour, s'est introduit dans le parlementarisme canadien et a altéré la dynamique des partis fédéralistes et du fédéralisme lui−même. L'adversaire est dans la place! On ne saurait le corrompre, car il n'attend pas de récompense, fût−ce même sous la forme d'un pouvoir partagé avec ceux qui dominent la scène mais qui, à cause de lui, ne la dominent pas totalement.

La formule du parti indépendant, son statut d'exception, une trouvaille, et son confinement à l'opposition s'opposent, par leur nature même, aux louvoiements politiciens.

Le Bloc, comme tous les groupements humains, est exposé aux influences délétères de l'intérêt purement individuel, mais, dans son cas, il y a un cran d'arrêt: ses buts mêmes et sa drôle de situation sur l'échiquier politique interdisent au militant de se laisser séduire ailleurs, à moins qu'il ne décroche, s'en aille et renie carrément son passé. Comme Lapierre. Comme Garon par rapport au PQ. Ce n'est pas glorieux.

Le Bloc est un authentique produit de la démocratie, le plus direct qu'on puisse imaginer. La fonction d'opposition, inhérente au système démocratique, est assurée par lui d'une manière certes imprévue, et il est ainsi posté qu'il ne peut pas s'y soustraire. Le Bloc est un développement institutionnel inattendu. Il ne faut pas laisser se perdre cet avantage, qui inquiète toute la machine. Le Bloc occupe une position stratégique unique. Il serait insensé de délaisser un tel créneau, de brader un tel pouvoir.

Pierre Vadeboncoeur : Essayiste

Artisan de paix en toute circonstance

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.18
SECTION: IDÉES
PAGE: a7
BYLINE: Claude Pigeon
WORD COUNT: 1129

Kandahar – «Mais que peut bien faire notre ancien curé là–bas?» C'est la question d'une paroissienne à une amie qui me l'a transmise. Ces lignes sont en quelque sorte une réponse, aussi bien pour elle que pour moi, sur le sens de mon ministère de prêtre dans les Forces armées canadiennes. Après avoir servi quatre ans comme aumônier réserviste, j'ai reçu l'autorisation de mon évêque de servir dans la force régulière. Aumônier du 3e Royal 22e Régiment à Valcartier depuis janvier 2006, je suis présentement déployé en Afghanistan avec la Roto 4 de l'opération Athena.

Comment un prêtre, portant le désir d'être pasteur en tout ce qu'il est et fait, peut–il envisager son ministère d'aumônier militaire comme une semence de paix au milieu d'un conflit qui blesse, sépare, déchire et tue? [...]Ici, en Afghanistan, quel est mon rôle? Je laisse aux politiciens et aux élus la réponse aux pourquoi et aux comment de la présence canadienne dans ce pays. Le quoi et l'avec me suffiront ici pour discuter avec ma paroissienne.

Pendant six mois, 2500 hommes et femmes ont été envoyés en Afghanistan pour remplir un mandat qui consiste à contribuer à l'établissement d'un climat de sécurité et aux efforts de reconstruction d'un pays déjà dévasté par des années de guerre. Aux côtés de ces militaires, plusieurs personnes apportent un soutien humain essentiel: infirmières et médecins, travailleurs sociaux et psychologues, ainsi qu'une équipe interconfessionnelle de cinq aumôniers.

On peut parler du travail de l'aumônier comme celui d'un répondant de première ligne, un mélange de travailleur social, de psychologue et d'intervenant en situation de crise. L'aspect particulier de la tâche de l'aumônier est le fait qu'il vit sur le terrain, avec la troupe, et partage son quotidien, un peu à la manière d'un travailleur de rue. Certes, il peut et doit remplir tous ces rôles, mais il est et demeure avant tout un aumônier, un pasteur, un prêtre, signe de la présence du Christ, même au milieu des plus âpres combats. Pour comprendre mon ministère presbytéral en théâtre opérationnel, j'utiliserai une trilogie bien connue dans les milieux ecclésiaux. Comme tout baptisé, mais d'une manière spécifique par son ordination et son mandat pastoral, l'aumônier militaire est prêtre, prophète et roi.

Comme prêtre, mon ministère de prière et d'offrande est unique au milieu de ce conflit. Que ce soit par la messe quotidienne, avec une audience de quelques dizaines de fidèles dans une chapelle improvisée, ou seul lorsque la plupart d'entre eux sont partis en opération, que ce soit par la liturgie des heures où toute l'Église se relaie sans cesse pour offrir sa louange et présenter ses intercessions au Seigneur, que ce soit par une prière prononcée au terme d'une entrevue pastorale pour bénir ou souhaiter le meilleur à un soldat qui vient d'ouvrir le livre de sa vie pour partager une page plus difficile, j'essaie d'être un témoin que le Dieu de la paix continue de se révéler à tous les humains de bonne volonté et que, loin d'être distrait, il continue d'agir à travers les responsabilités qu'ils assument.

La figure biblique du roi nous renvoie à celui qui prend soin du petit et du pauvre, qui maintient le bon droit et répare les injustices. Cela se concrétise, par exemple, lorsque la distance et la séparation prolongée ont un impact sur les couples et les familles. L'aumônier reçoit les confidences, facilite l'ouverture, la communication et la réconciliation. Il oriente vers des ressources professionnelles, plaide en faveur d'un congé lorsqu'une

situation de crise éclate entre la conjointe et les grands adolescents à la maison, etc. Son ministère de présence, animé par l'amour du Christ, prend la forme d'une recherche de tout ce qui peut affecter le bien−être moral et spirituel de tous et de chacun: le respect, l'écoute, l'intérêt pour chaque métier ou profession, la recherche d'un bon climat de travail, des efforts pour favoriser une meilleure communication, une injustice à réparer, une marque de reconnaissance, un effort de réconciliation, etc. Par son ministère, par sa présence et à travers ses interventions, l'aumônier garde en mémoire le projet du Royaume qui, de jour comme de nuit, ne cesse de croître (Mt 4, 26−29). De ce royaume insaisissable, il est le serviteur inutile mais indispensable (Lc 17, 10).

Enfin, il y a la figure du prophète, celui qui annonce et dénonce, à temps et à contre−temps. Un jour ou l'autre, tout militaire se retrouve devant sa conscience et doit porter le poids de certaines questions auxquelles il espère trouver réponse. Pourquoi suis−je ici? Comment vis−je la mission qui m'est confiée? Pourquoi autant de mal et de souffrance autour de moi? Pourquoi mon ami a−t−il été blessé ou tué? Est−il mort pour rien? Et moi, vais−je mourir aussi? Que dira Dieu lorsqu'il me recevra? Par son écoute et à travers le message qu'il propose, inspiré par l'évangile, l'aumônier invite chacun à un parcours intérieur qui peut le conduire en ce lieu de paix où toute réponse prend la forme d'un dialogue paisible avec un hôte intérieur. Nous sommes la plupart du temps ici au coeur de ce qu'il conviendrait d'appeler une première évangélisation. Je ne me surprends plus que plusieurs grands saints aient eu un passé militaire. Cette expérience particulière qui confronte aux grandes questions du sens de la vie, du mal et de la souffrance est un terreau propice pour une quête spirituelle, comme ce fut le cas pour François d'Assise et Ignace de Loyola.

Un dernier exemple mérite d'être évoqué. Dans les Forces armées canadiennes, les aumôniers ne portent pas d'arme, même pour leur défense personnelle. Voilà qui en étonne plus d'un, à commencer par les militaires eux−mêmes. Depuis deux mois que je suis en Afghanistan, plus des deux tiers de mon temps ont été consacrés à visiter les postes avancés d'où partent les opérations dans la zone de responsabilité canadienne, en plus de partager le quotidien des militaires qui y sont déployés. Lorsqu'on me pose la question: «Padre, où est votre arme?», j'aime à répondre: «Je n'en ai pas parce que mon rôle est de rappeler à tous les militaires que le but de leur travail est qu'un jour tous puissent vivre sans armes.» [...]

Claude Pigeon : Capitaine des Forces armées canadiennes et prêtre catholique

Moucharraf attend le verdict des juges; Benazir Bhutto rentre aujourd'hui de son exil à Londres

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.10.18
SECTION:	LES ACTUALITÉS
PAGE:	a1
BYLINE:	Buzzetti, Hélène
PHOTO:	AFP, Agence AFP
ILLUSTRATION:	«Jusqu'à présent, le président était omnipotent, le premierministre faisait de la figuration et le Parlement jouait au béni−oui−oui. Mais en abandonnant son uniforme, le président n'aura plus la même autorité. Le futur premier ministre prendra du galon, le nouveau Parlement prendra de l'assurance et l'armée aura son rôle à jouer. Nous aurons un «triarcat». C'est une bonne chose pour le pays.»
WORD COUNT:	1463

Islamabad − Les célébrations de la fin du ramadan sont à peine terminées que le trépidant feuilleton politique a repris son cours au Pakistan hier. Si le pays attend fébrilement aujourd'hui le retour d'exil de Benazir Bhutto, un autre chapitre s'est écrit hier, quoique plus discrètement, devant la Cour suprême du pays. Il s'agit de déterminer a posteriori la légitimité de l'élection du général Pervez Moucharraf à la présidence.

M. Moucharraf, qui, comme tant d'autres généraux avant lui, avait pris le pouvoir par les armes en 1999, a complété sa conversion démocratique en se faisant élire par le Parlement il y a deux semaines. Sa candidature est toutefois contestée devant le plus haut tribunal du pays parce que la Constitution du Pakistan interdit au président d'occuper simultanément d'autres fonctions officielles de l'État (chef des armées, en l'occurrence). Même s'il abandonne l'uniforme en novembre prochain, comme il a promis de le faire, il contreviendra à un autre article de la Constitution, qui impose à tout ex−fonctionnaire un délai de deux ans avant de se lancer en politique.

La cause a été débattue hier devant un groupe de 11 juges. A l'extérieur de l'édifice à structure triangulaire, quelques centaines de manifestants, tous des hommes en habits traditionnels de couleur pâle, déambulent paisiblement. Ils attendent que se joue le sort de leurs politiciens, le président et l'ex−premier ministre en exil Nawaz Sharif. Parmi ces hommes, le chauffeur reconnaît quelques manifestants professionnels, payés quelques roupies pour brandir nonchalamment un drapeau.

La cause de Moucharraf aurait dû être réglée en deux ou trois jours, selon les observateurs. Mais voilà que les avocats qui la plaident réclament que tous les juges de la Cour suprême (17 si on compte le juge en chef mal−aimé du président, Iftikhar Mohammad Chaudhry) entendent la cause. Le gouvernement s'y oppose.

«Certains juges qui ne siègent pas à l'heure actuelle se sont déjà prononcés contre le président dans des causes précédentes», a fait valoir hier le ministre de l'Information du Pakistan, Tariq Azim, au cours d'une longue entrevue accordée au Devoir à ses bureaux d'Islamabad. «Permettre à ces juges d'entendre la cause reviendrait à biaiser le tribunal contre le président.»

Le président Moucharraf, au pouvoir depuis maintenant huit ans, souhaite poursuivre sur sa lancée pendant cinq autres années. Le ministre Azim n'hésite pas à vanter le bilan de son administration. L'économie a crû en moyenne de 7 % par année, rappelle−t−il, alors que les investissements étrangers au Pakistan sont passés de 300 millions de dollars en 2002 à 6,7 milliards en 2006 et pourraient atteindre les dix milliards d'ici la fin de l'année. «C'est la première fois que tous les parlements démocratiquement élus [l'Assemblée nationale et les

parlements des provinces] ont pu compléter leurs mandats de cinq ans. Cela ne s'était jamais vu auparavant [coups d'État et dissolutions expéditives obligent]. Cette stabilité a été bénéfique pour le pays.»

Bilan enjolivé

Il serait facile de discréditer ce bilan peut−être un peu trop rose pour être vrai comme un acte de propagande de la part d'un gouvernement qui sent encore le besoin d'avoir un ministère de l'Information. Pourtant, bon nombre d'observateurs de la scène politique pakistanaise partagent l'optimisme du ministre Azim. C'est le cas de Zahid Hussain, journaliste de renom à Islamabad et auteur du récent ouvrage Frontline Pakistan sur la schizophrénie pakistanaise devant le militantisme religieux.

Selon M. Hussain, un autre mandat de Pervez Moucharraf ne perpétuera pas une situation politique bancale. Au contraire, il permettra une «période de transition» et l'établissement d'un véritable système politique où le pouvoir sera partagé. «Jusqu'à présent, le président était omnipotent, le premier ministre faisait de la figuration et le Parlement jouait au béni−oui−oui. Mais en abandonnant son uniforme, le président n'aura plus la même autorité. Le futur premier ministre prendra du galon, le nouveau Parlement prendra de l'assurance et l'armée aura son rôle à jouer. Nous aurons un "triarcat". C'est une bonne chose pour le pays», lance M. Hussain tout en jetant un coup d'oeil vers son téléviseur.

Puis, tout à coup, il s'interrompt pour hausser le volume. A l'écran, on le voit, cravate au cou, animant un groupe d'invités politiques, dont un général en civil, qui se chamaillent à propos de la valeur d'un tel «triarcat».

A son corps défendant, Tahira (un pseudonyme) reconnaît les bienfaits du régime Moucharraf. Militante pour les droits des femmes, elle se voit obligée de reconnaître que le général−président a fait avancer bien des causes dont les gouvernements civils précédents avaient préféré ne pas tenir compte. Elle rappelle que le président, dans un geste de défi aux intégristes religieux, s'était fait photographier en train de caresser un chien, cet animal que repoussent les musulmans parce qu'il les rend impurs pour la prière. De l'autre côté de la table, Nafeez, professeur à la retraite, l'invective.

«[Moucharraf] orchestre tout cela afin de se faire passer pour le séculaire libéral qu'il n'est pas!», dénonce l'homme qui, tout comme Tahira, jouit d'une condition économique très enviable. Nafeez aime rappeler certaines déclarations du président, dont celle par laquelle il avait réfuté des accusations de viol sous prétexte que le violeur présumé était nouvellement marié. «A quoi juge−t−on un homme? Par ses déclarations savamment préparées ou par celles qui lui viennent spontanément à l'esprit?»

Malgré leurs différences, Nafeez et Tahira partagent le même constat: la scène politique pakistanaise souffre d'un vide accablant que la formation de Benazir Bhutto, discréditée à cause de son pacte avec le général Moucharraf, ne parvient plus à combler. C'est un autre paradoxe du Pakistan quand on songe que pas moins de 77 partis politiques officiels s'étaient présentés aux dernières élections législatives...

Un sondage rendu public la semaine dernière par l'International Republican Institute, un organisme américain sans but lucratif qui fait la promotion des idéaux démocratiques dans le monde, indique que M. Moucharraf n'a plus la cote depuis un an. Alors qu'il atteignait des sommets de popularité en septembre 2006, avec 63 %, sa cote n'est plus que de 21 % à l'heure actuelle. Pis encore, 70 % des Pakistanais estiment qu'il devrait démissionner alors qu'autant de gens (73 %) pensent que le pays va dans la mauvaise direction.

Lutte contre le terrorisme

L'impopularité du président s'explique en partie par sa détermination, du moins affichée, à combattre les éléments extrémistes du pays, concentrés dans la province frontalière du Nord−Ouest et dans les zones tribales, dont le Waziristan, qui bordent l'Afghanistan. Cette lutte (dont l'ambivalence s'est trouvée toute

résumée lors du siège estival de la Mosquée rouge par les étudiants en religion, toléré pendant des semaines puis soudainement réprimé dans une attaque sanglante) n'est pas facile à faire avaler aux Pakistanais, reconnaît le ministre Azim.

«Notre plus grand défi est d'expliquer à nos citoyens que cette guerre contre le terrorisme n'est pas la guerre des Américains», dit−il. Il rappelle que le président et son premier ministre ont tous deux été l'objet de tentatives d'assassinat. «Ils ont mis leur tête sur le billot, alors il est insultant de se faire dire par les Américains que nous n'en faisons pas assez.» Et à ces politiciens américains qui, à la faveur d'une campagne électorale, fantasment à mots couverts de s'installer dans le nord du Pakistan pour y faire le ménage, M. Azim sert une mise en garde: «Le Pakistan n'est pas une petite république bananière. On ne vient pas s'y installer comme cela. [...] Pourquoi les Américains pensent−ils réussir ici ce qu'ils ont échoué à faire en Irak ou en Afghanistan? Lorsqu'on échoue, c'est toujours plus facile de blâmer les autres que de se demander ce qu'on a fait de travers.»

Si le président Moucharraf abandonne son uniforme militaire, comme il le promet, son successeur au sein de l'armée lui servira−t−il la même médecine et le renversera−t−il à son tour? Évidemment, le ministre Azim ne le pense pas parce que, selon lui, l'armée est devenue «beaucoup plus disciplinée». Zahid Hussain le croit aussi, mais pour une autre raison, d'ordre beaucoup plus pratique. En effet, les militants religieux prennent désormais les policiers et les militaires pour cible et les morts se comptent par centaines. A ce point que les militaires sont invités à laisser leurs galons au vestiaire afin de passer inaperçus. «C'est difficile d'imposer la loi martiale lorsque vous ne portez pas l'uniforme!»

Prudent, Dion suivra Harper; Tenté par des élections, le chef libéral se range finalement derrière son caucus

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.10.18
SECTION:	LES ACTUALITÉS
PAGE:	a1
SOURCE:	Le Devoir
BYLINE:	Castonguay, Alec; Bourgault−Côté, Guillaume
PHOTO:	Reuters, Agence Reuters
ILLUSTRATION:	Stéphane Dion
WORD COUNT:	1289

Ottawa − Affaibli par les divisions internes au sein de son parti et visiblement écrasé par le pouvoir de vie ou de mort qu'il détient sur le gouvernement conservateur, le chef libéral Stéphane Dion a préféré jouer de prudence hier en sauvant Stephen Harper. Il n'y aura donc pas d'élections fédérales à court terme. Stéphane Dion et Gilles Duceppe ont toutefois vertement critiqué les intentions du gouvernement, soulignant à l'unisson les dangers de voir les conservateurs devenir un jour majoritaires.

Le chef libéral a gardé la colline parlementaire sur le qui−vive toute la journée hier, refusant de dévoiler ses intentions jusque tard en après−midi, lors de sa réplique au discours du Trône aux Communes. Même ses propres députés, qui s'étaient tous exprimés lors d'une réunion du caucus en matinée, ne savaient pas de quel côté pencherait leur leader. Plusieurs sources ont mentionné au Devoir que Stéphane Dion était le plus enclin à se lancer en campagne électorale, exaspéré de se faire accuser de manquer de leadership. «C'est aussi un gars de contenu, et il n'a pas aimé ce qu'il a entendu dans le discours du Trône», a soutenu un élu qui a tenu à conserver l'anonymat. Le passage sur l'abandon des objectifs du protocole de Kyoto a fait mal au chef libéral, a−t−on confié.

N'empêche, quelques heures plus tard, M. Dion se rangeait à la volonté de la majorité de son caucus. «Les faiblesses de ce discours doivent toutefois être évaluées à la lumière du fait que les Canadiens ne veulent pas d'autres élections tout de suite, a dit Stéphane Dion. Ils veulent que le Parlement fasse son travail. Trois élections en trois ans et demi, ce serait trop aux yeux des Canadiens. Le gouvernement est sans doute de plus en plus frustré par une opposition qui l'empêche de mettre en oeuvre son programme hyper−conservateur, mais nous sommes déterminés à faire fonctionner le Parlement.»

Au chapitre des points relativement positifs contenus dans le discours du Trône, M. Dion a noté le plan proposé pour les langues officielles (dont il a revendiqué la paternité), l'attention portée par le gouvernement à la souveraineté nordique et l'hommage rendu à Aung San Suu Kyi, leader de l'opposition birmane, qui devient ainsi citoyenne d'honneur du Canada. Mais il a critiqué presque tous les points importants du discours.

«Le discours est [...] vague, plein de trous, et soulève [beaucoup] de préoccupations», a−t−il dit avant d'ajouter qu'il se console en voyant que le discours du Trône «n'est pas aussi mauvais que s'il avait été écrit par un Parti conservateur majoritaire».

Le chef libéral a longuement parlé de «l'ambiguïté» du gouvernement en ce qui concerne la mission canadienne en Afghanistan. «Pourquoi avoir demandé à un comité d'analyser quatre options alors que le discours du Trône annonce déjà que le gouvernement a choisi une des quatre options?», a−t−il lancé dans un

long discours au ton scolaire.

Stéphane Dion juge que la faiblesse des initiatives en matière de protection de l'environnement constitue la partie la plus décevante du discours du Trône. Il a rappelé que le nouveau Prix Nobel de la paix, Al Gore, avait comparé le plan vert des conservateurs à «un attrape−nigauds».

Dans le domaine de la justice, Stéphane Dion se montre conciliant. Les libéraux calculent avoir déjà donné leur accord à cinq des six lois envisagées. «C'est le gouvernement qui a fait de l'obstruction à l'adoption de ces lois, ce qui a été fait au détriment de la sécurité des Canadiens.»

Le chef libéral propose tout de même un long amendement au discours du Trône, mélange de critiques et de vantardises libérales. Stéphane Dion a précisé que si l'amendement qu'il soumet n'est pas accepté − comme ce sera vraisemblablement le cas −, il fera comme le NPD en octobre 2006 (lors de l'accord sur le bois d'oeuvre) et le Parti conservateur en mars 2005, c'est−à−dire qu'il s'abstiendra de voter pour éviter le déclenchement d'élections. «Si c'est bon pour lui, c'est bon pour moi», a lâché M. Dion à propos de Stephen Harper.

Harper se réjouit

Le premier ministre Harper a saisi la balle au bond. «Je suis heureux de voir que le chef de l'opposition me prend maintenant comme modèle», a répliqué M. Harper, sourire aux lèvres. Le premier ministre a enchaîné avec une anecdote. «Quand j'ai entendu les critiques du leader de l'opposition à propos du discours du Trône, je me suis souvenu d'un professeur que j'ai eu. Il disait que tout était mauvais dans mes travaux, mais il me faisait passer quand même.»

Stephen Harper, comme il l'avait annoncé il y a deux semaines, a soutenu qu'il interpréterait le passage du discours du Trône comme un «mandat clair» pour gouverner. Son projet de loi−cadre pour durcir le système de justice sera d'ailleurs un vote de confiance, a−t−il prévenu.

Hier, le premier ministre a de nouveau longuement abordé la question de la souveraineté du Canada dans l'Arctique, «le défi le plus important pour la souveraineté du pays», a−t−il affirmé.

Rappelant que le gouvernement conservateur a promis un port en eau profonde, de nouveaux navires militaires et une présence accrue de l'armée dans le Grand Nord ainsi qu'un nouveau centre de recherche à la fine pointe de la technologie, Stephen Harper a soutenu que la seule façon d'exercer la souveraineté canadienne dans ce vaste territoire consiste à «l'occuper». «On ne peut pas simplement pointer une carte et dire: "C'est à nous.» Il faut faire des efforts, engager des dépenses et être prêt à des sacrifices», a−t−il affirmé.

De manière plus générale, le premier ministre a soutenu que le discours du Trône, qui met largement en lumière des priorités déjà connues du gouvernement, contient tout ce dont les Canadiens ont besoin. «Les citoyens s'attendent à un leadership efficace, ciblé et fondé sur des principes pour qu'ils puissent planifier leur avenir en toute confiance», a lancé le premier ministre.

Duceppe à l'attaque

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, n'a pas tardé à répliquer à Stephen Harper. «Ce discours [du Trône] fait la preuve que l'ouverture du premier ministre n'était pas sincère», a−t−il dit en qualifiant le fédéralisme d'ouverture des conservateurs «d'entreprise de marketing politique qui prend toutes les apparences d'une arnaque envers la nation québécoise».

Gilles Duceppe a insisté à plusieurs reprises sur l'approche des conservateurs en ce qui concerne l'encadrement du pouvoir fédéral de dépenser, identique selon lui aux promesses de Jean Chrétien dans le cas de l'Accord sur l'union sociale, une entente conclue en 1999 mais rejetée par le Québec car jugée trop

contraignante. «Le gouvernement conservateur propose le même fédéralisme dominateur et paternaliste que Jean Chrétien», a dit le chef du Bloc. «Le gouvernement persiste à vouloir imposer des conditions au Québec, ce qui est inacceptable.»

Tout comme Stéphane Dion, Gilles Duceppe a affirmé que le Canada est chanceux de ne pas avoir un gouvernement conservateur majoritaire. «Alors qu'il était encore dans l'opposition, le premier ministre voulait que le Canada participe à la guerre en Irak. [...] C'est une chance qu'il n'ait pas été premier ministre d'un gouvernement majoritaire», a−t−il dit.

Selon le chef du Bloc, «le gouvernement va à l'encontre de la volonté de l'Assemblée nationale du Québec sur la question des valeurs mobilières, de Kyoto, de la crise forestière, des jeunes contrevenants, du registre des armes à feu et du Sénat. La liste est longue», a−t−il dit.

Le chef du NPD, Jack Layton, est quant à lui demeuré sur ses positions exprimées la veille, affirmant que ce discours du Trône entraîne le Canada dans la mauvaise direction. Il a mis le chef libéral au défi, s'il a des principes, de renverser le gouvernement.

Le vice−président iranien juge "obsolète" l'arme atomique

DATE: 2007.10.17
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 248

PARIS (AP) −− En visite à Paris, à l'occasion de la conférence générale de l'UNESCO, le vice−président iranien Rahim Machaii réaffirme dans un entretien au journal "Le Monde" daté de jeudi le "droit légitime du peuple iranien" à disposer de la technologie nucléaire et estime que l'arme atomique est aujourd'hui devenue "obsolète".

"C'est un fantasme américain. L'arme atomique est obsolète, plus personne ne peut s'en servir", a−t−il déclaré mardi au "Monde", qui l'interrogeait sur le danger de la prolifération nucléaire.

Dans le contexte actuel, marqué par la menace d'un alourdissement des sanctions onusiennes contre Téhéran voire d'une action militaire contre l'Iran, M. Machaii affirme ne pas craindre une attaque américaine. Selon lui, "les Etats−Unis n'en ont pas la capacité, ils n'en seraient pas où ils en sont en Afghanistan et en Irak".

"En intervenant en Afghanistan, ils ont aidé à installer une quasi− république islamique. Ils ont obtenu le même résultat après leur agression en Irak", poursuit−il, ironique. "Pourquoi attaquer l'Iran où existe déjà une république islamique depuis trente ans?"

S'agissant des propos alarmistes du ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner sur l'éventualité d'une "guerre", Rahim Machaii ne s'en inquiète pas. "On n'y a guère prêté attention, ni en Iran, ni aux Etats−Unis. Avec la France, les problèmes sont ponctuels", relativise−t−il.

Quant aux retards annoncés par la Russie pour l'achèvement de la centrale de Bushehr, dans le sud de l'Iran, le vice−président se montre philosophe: "De toute façon, nous maîtrisons le cycle de combustion. Bientôt, nous n'aurons besoin de personne." AP

tl/com

La politique de transfert des prisonniers afghans est contestée en cour

DATE: 2007.10.17
KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONAL JUSTICE POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 160

OTTAWA _ Un avocat fédéral a caractérisé une contestation judiciaire de la politique canadienne de transfert des prisonniers en Afghanistan de "soumission politique" qui devrait être rejetée par le tribunal.

L'avocat du gouvernement Sanderson Graham a affirmé en Cour fédérale du Canada, mercredi, qu'aucun élément de preuve ne soutenait le dossier préparé par des organismes de défense des droits de la personne.

En cas de succès, l'intervention de l'avocat ferait dérailler l'affaire avant que les parties n'atteignent le coeur de la question.

Amnistie Internationale Canada et l'Association des libertés civiles de la Colombie−Britannique avancent que l'entente de transfert signée en décembre 2005 par le Canada et l'Afghanistan ne prévoyait pas de mesures visant à prévenir la torture de prisonniers.

Selon des allégations qui persistent depuis avril, certains Afghans faits prisonniers par les troupes canadiennes ont été victimes de mauvais traitements après avoir été remis aux autorités afghanes.

Le gouvernement canadien a confirmé en mai que des accusations de mauvais traitements contre six personnes avaient été lancées, et que des responsables fédéraux se penchaient sur ces plaintes.

GG5218−FGPZ312−ac.

Les libéraux ne feront pas tomber le gouvernement sur le discours du Trône

DATE: 2007.10.17
KEYWORDS: POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 651

OTTAWA _ Les libéraux ne profiteront pas du débat sur le discours du Trône pour faire tomber le gouvernement Harper, même s'ils jugent que le document est "vague", "plein de trous" et ne sert pas bien l'intérêt national.

"Les Canadiens peuvent compter sur l'opposition officielle pour faire tout en son pouvoir pour que ce parlement fonctionne. A cet effet, nous allons proposer des amendements et nous ne ferons pas tomber ce gouvernement à cause du discours du Trône, ce qui provoquerait une troisième élection en quatre ans", a indiqué mercredi Stéphane Dion à la Chambre des communes.

Le chef, dont la prise de position était très attendue, a d'ores et déjà énoncé les modifications qu'il aimerait voir apportées au discours présenté mardi par la gouverneure générale Michaëlle Jean au Sénat.

La première rend le gouvernement conservateur responsable de l'échec des efforts de réduction des gaz à effets de serre en vertu du Protocole de Kyoto et demande un changement immédiat de stratégie.

La deuxième demande le retrait des troupes canadiennes du sud de l'Afghanistan en février 2009 plutôt qu'en 2011, comme semble le souhaiter Stephen Harper. Les autres amendements concernent la lutte contre la pauvreté et l'économie canadienne, y compris les fiducies de revenu.

Stéphane Dion a précisé que ses troupes s'abstiendraient de voter si ces amendements n'étaient pas adoptés en bloc quand ils seront soumis au vote, vraisemblablement au début de la semaine prochaine.

En agissant ainsi, les libéraux évitent de cautionner les politiques conservatrices tout en assurant la survie du gouvernement élu il y a 20 mois.

Dans sa réplique, le premier ministre Stephen Harper s'est moqué de son rival, le comparant à un professeur qui souligne tout ce qu'il n'aime pas dans un travail mais finit par faire passer son étudiant quand même.

"Si je fais fi du verbiage, je peux même distinguer qu'on s'entend sur les principales priorités", a–t–il souligné.

Contre le discours

Ce n'est pas le cas pour le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique qui ont tous deux réitéré mercredi leur opposition au plan du gouvernement.

Comme il l'avait fait mardi soir, le chef souverainiste Gilles Duceppe a beaucoup insisté sur le "fédéralisme d'ouverture" des conservateurs, qu'il trouve "paternaliste" et "dominateur".

"Aucun représentant du Québec digne de ce nom ne pourrait être en faveur de ce discours du Trône", a–t–il déclaré.

M. Duceppe s'en est aussi pris à la position du gouvernement au sujet du conflit en Afghanistan et du rôle de l'armée canadienne.

"Il est hors de question de donner notre confiance à ce premier ministre qui voulait nous précipiter dans la guerre en Irak", a insisté M. Duceppe.

Le parti souverainiste a toutefois proposé de modifier l'amendement libéral pour qu'il contienne un paragraphe sur le pouvoir fédéral de dépenser et un autre sur l'aide aux travailleurs, aux entreprises et aux régions touchées par la crise forestière et manufacturière.

Le Bloc souhaite aussi faire porter au Parti libéral une partie de la responsabilité pour l'échec du plan canadien de lutte contre les changements climatiques.

Ce sous−amendement sera soumis au vote jeudi, mais on s'attend à ce qu'il soit défait par les conservateurs ainsi que par libéraux.

Elections automnales

Pour que la stratégie libérale fonctionne, il faut absolument que son amendement soit rejeté par le Bloc ou par le NPD. Pour le moment, les deux formations disent avoir l'intention de voter contre. Stéphane Dion semble donc avoir gagné son pari.

La tenue d'élections dès cet automne ne saurait toutefois être complètement écartée. L'adoption des modifications libérales entraînerait en effet la chute du gouvernement et un scrutin avant les Fêtes.

Stephen Harper a par ailleurs laissé savoir qu'il entendait faire du vote sur son projet de loi omnibus sur le crime une question de confiance.

Il a ajouté qu'il ne tolérerait aucun amendement visant à vider cette initiative de sa substance. "Le Parlement doit accomplir ce pourquoi il a été élu", a−t−il martelé.

Mardi soir, les libéraux disaient n'avoir "aucun problème" avec l'éventuelle loi qui toucherait à la fois les peines de prison pour les crimes commis avec des armes à feu, l'âge de protection, la conduite avec facultés affaiblies, la liberté sous caution et les contrevenants dangereux.

Il faudra cependant attendre que le texte soit rendu public avant d'être fixé sur leur position ainsi que sur celle des deux autres partis.

Les libéraux espèrent sans doute qu'ils réussiront à se remettre en selle d'ici à ce que la question soit soumise aux voix.

Le parti se trouve en effet en mauvaise posture après sa cuisante défaite aux élections partielles du 17 septembre dernier au Québec. Sa situation financière n'est pas reluisante, les plus récents sondages ne lui sont pas favorables et plusieurs organisateurs, dont le directeur général national et celui de l'aile québécoise, ont récemment démissionné.

FGKAF303−ms

Tunisie: ouverture du procès d'un ex−détenu de Guantanamo

DATE: 2007.10.17
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 229

TUNIS (AP) −− Le procès d'un ancien détenu tunisien sur la base américaine de Guantanamo, Lotfi Lagha, rapatrié en juin dernier par les autorités américaines, s'est ouvert mercredi devant le tribunal de première instance de Tunis, a−t−on appris auprès de son avocat Me Samir Ben Amor.

L'avocat a déclaré à l'Associated Press avoir appris "à la dernière minute" la désignation de la date du procès, exprimant son "étonnement devant cette précipitation qui a pris au dépourvu les avocats, la famille du détenu, les observateurs étrangers et la presse".

Au cours de la brève audience inaugurale, le tribunal a décidé le report du jugement au 24 octobre à la demande des avocats de la défense, qui ont demandé un délai pour préparer leurs plaidoiries.

Le prévenu fait l'objet de poursuites pénales pour "appartenance à association de malfaiteurs en relation avec la commission de crimes terroristes". Il encourt une peine de six ans de prison, selon le code pénal tunisien.

Il avait été rapatrié en même temps qu'un autre Tunisien, Abdallah Hajji, après cinq ans de détention à Guantanamo.

Lotfi Lagha avait immigré clandestinement en 1998 en Italie, où il est devenu musulman pratiquant. Début de 2001, il part pour l'Afghanistan pour être arrêté en 2002 à la frontière pakistano−afghane, les mains et les pieds gelés par le froid qui sévissait à Tora Bora.

A son retour en Tunisie, il avait accusé les militaires américains stationnées à Kandahar de lui avoir sectionné les quatre doigts de chaque main, excepté les pouces, après l'avoir drogué. AP

bb/ljg